

Mali : une intervention, et après ?

SOMMAIRE

Edito

Mali : une intervention et après ?

Développement

Colloque international à l'Université d'Evry

Maison du Monde

Clôture du mois des 3 Mondes

Méditerranée

8 heures pour la Palestine
Où en est la Tunisie aujourd'hui ?

Ritimo

Acquisitions du centre de doc

Droits humains

Scolarisation des Roms à Ris

Café de l'actu

Une expérience de solidarité au Ladakh

Aux croisements du monde

Le Grand Nord

Agenda

La Lettre de la Maison du Monde

éditée par
La Maison du Monde d'Evry

Rédaction : Conseil d'Administration
509, Patio des Terrasses
91034 Evry Cedex

Tél : 01-60-78-55-00

Fax : 01-60-78-55-33

Email : contact@maisondumonde.org

site web : maisondumonde.org

Imprimé par nos soins

édito

L'intervention militaire de la France au Mali nous ramène à l'éternelle question qui se pose dans une telle situation : Fallait-il y aller ?

La terreur et l'arbitraire instaurés dans le Nord du pays par les groupes armés qui en ont pris le contrôle sont insupportables. Par leurs agissements au Nord Mali, ils menacent la stabilité de l'ensemble de la région, avec le risque de la chute de Bamako et du pays tout entier, alors que la force internationale que doivent fournir les Etats de la CEDEAO tarde à se mettre en place. C'est dans ce contexte que le gouvernement malien a demandé son intervention à la France. Elle est soutenue à ce jour par la grande majorité de la population du Mali et de sa diaspora dans notre pays, elle se fait sous couvert des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Face à ces arguments qui la justifient, il ne faut cependant pas occulter les nombreuses raisons qui sont invoquées par ceux qui la condamnent :

Le droit d'ingérence est toujours appliqué de façon dissymétrique, par un pays ou un bloc en situation de domination sur un état faible. La France est particulièrement mal placée pour intervenir dans un pays qui fut une de ses colonies, où son action risque d'être taxée de politique néo-coloniale destinée avant tout à préserver ses intérêts au détriment des populations du pays. Il ne faut pas reproduire les erreurs qui ont été faites, notamment en Afghanistan et en Irak où des interventions étrangères non sollicitées par les autorités du pays ont fait la preuve de leur incapacité à résoudre les problèmes et ont favorisé le développement du terrorisme international.

La liste est longue des arguments que peuvent développer partisans et opposants de l'intervention de la France. Cependant, conscients qu'il n'y a pas de solution idéale face à une situation qui menace la liberté et l'avenir des Maliens et des populations des pays d'une partie du continent, l'intervention qui a été

décidée paraît la plus adéquate, car elle pare au plus pressé : mettre un coup d'arrêt à l'extension géographique de la zone contrôlée par les rebelles, et éviter l'effondrement de l'Etat malien déjà très fragilisé politiquement et impuissant militairement.

Mais restons vigilants, car comme le prévoit l'ONU, ce sont avant tout les pays de la CEDEAO qui doivent prendre en charge la reconquête du Nord du pays ; aussi, veillons à ce que cette mission se fasse dans le respect des droits de l'homme et sans règlements de compte arbitraires. Rappelons-nous que très rapidement, toute force d'intervention stationnée dans un pays peut être perçue comme une armée d'occupation.

Si le Mali en est arrivé là, beaucoup de questions se posent à la communauté internationale. Souvent vanté depuis vingt ans pour ses progrès rapides vers la démocratie et la décentralisation, comment se fait-il que le régime politique du Mali s'effondre, victime de son incapacité à vaincre la corruption, à assurer un développement économique qui donne des perspectives à sa jeunesse et à trouver une solution aux problèmes posés par l'intégration de la minorité touarègue ?

Les nombreuses privatisations imposées par les institutions financières mondiales (télécommunications, énergie, transports, mines...), se sont faites au détriment de la population. Les propriétaires d'une partie des meilleures terres agricoles ont été expropriés au profit de capitaux privés. La faiblesse de l'Etat se manifeste aussi par le chiffre suivant : 60% de l'investissement dans les infrastructures est réalisé avec l'argent envoyé au pays par les Maliens de France.

Il est temps de réformer les institutions économiques et financières internationales pour en faire des instruments du développement, notamment au service des pays du Sud, seul remède efficace contre le terrorisme.

café de l'actu

Mardi 5 février

18h30 à la Maison du Monde

" AU TIBET, PAYS DES IMMOLÉS "

avec l'Association "Etudiants pour un Tibet Libre"

Voir page 11

FORMATIONS ET MÉTIERS DE L'HUMANITAIRE ET DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Certaines ONGs se spécialisent de plus en plus et deviennent plutôt des grandes entreprises compétitives dont les préférences sont de loin portées sur les diplômés de ces Masters. Dans le contexte actuel la question du bénévolat s'impose et nous invite à y réfléchir. Elle s'invite à ce débat, car le bénévolat est en train de changer la donne du marché du travail pour l'ensemble de ces diplômés. A mon sens elle est centrale, d'autant plus que nombreux sont les organismes qui préfèrent plutôt favoriser les initiatives des bénévoles, que l'insertion professionnelle des étudiants en formation et des diplômés de ces Masters ; sans oublier que dans certaines ONG et Fondations, ce sont les bénévoles eux-mêmes qui payent pour partir en mission !

Pourquoi beaucoup de patience ? D'une part parce que la lourdeur de l'administration ne rend pas l'événement accessible à tous les invités. D'autre part, les questions liées à la logistique, à la communication et au financement, propres à l'organisation d'un tel événement, sont assez complexes et prennent beaucoup de temps.

Malgré les procédures administratives inévitables, le colloque fut une grande réussite ; d'une part grâce aux différents partenaires financeurs et autres bonnes volontés qui ont rendu l'événement réalisable, d'autre part grâce à l'engagement de l'équipe organisatrice qui s'est investie de bout en bout. Egalement, sa réussite repose sur la mobilisation exemplaire des étudiants bénévoles des masters CSI (Coopération et Solidarité Internationale) et DHDH (Droits de l'Homme et Droits Humains) de l'Université d'Evry qui ont accueilli près de 400 personnes lors de ces deux journées de colloque.

Le niveau des intervenants, la qualité de leurs communications et la synergie entre les organisateurs et les

étudiants bénévoles furent remarquables. Le tout a permis d'atteindre des résultats à la hauteur des engagements pris depuis de longs mois de réflexion et de préparation.

Au bout de deux jours bien remplis de riches interventions, débats et questions, les étudiants gardent peut-être une certaine frustration de ne pas avoir eu une troisième journée dédiée exclusivement aux échanges avec l'ensemble des organismes qui embauchent. Cela aurait pu favoriser un dialogue ouvert et réfléchi entre des représentants d'organismes employeurs présents et les étudiants.

Certaines ONGs se spécialisent de plus en plus et deviennent plutôt des grandes entreprises compétitives dont les préférences sont de loin portées sur les diplômés de ces Masters. Dans le contexte actuel la question du bénévolat s'impose et nous invite à y réfléchir. Elle s'invite à ce débat, car le bénévolat est en train de changer la donne du marché du travail pour l'ensemble de ces diplômés. A mon sens elle est centrale, d'autant plus que nombreux sont les organismes qui préfèrent plutôt favoriser les initiatives des bénévoles, que l'insertion professionnelle des étudiants en formation et des diplômés de ces Masters ; sans oublier que dans certaines ONG et Fondations, ce sont les bénévoles eux-mêmes qui payent pour partir en mission !

Nous sommes confrontés à une espèce de marginalisation de l'embauche des étudiants diplômés de ces Masters, alors même que la solidarité internationale est de plus en plus convoitée par les ONG, les Fondations et aussi les Collectivités territoriales. Celle-ci est en quelque sorte contradictoire, car en parallèle nous assistons à une professionnalisation accrue des

métiers de l'humanitaire et de la solidarité. On peut donc se demander : *Pourquoi existe-t-il un écart substantiel entre les exigences théoriques et pratiques pour atteindre le marché du travail et l'embauche au sein des organismes publics et associatifs, dont les ONG occupent une place centrale ?*

Si nous regardons de près les préférences des ces organismes, leurs offres d'embauche ne requièrent pas un Bac +5 en Coopération et Solidarité Internationales ou tout autre master similaire, ils semblent plutôt exiger des compétences propres aux grands techniciens en informatique et ou en gestion, hautement diplômés, à vrai dire, ils excluent toute possibilité d'embauche à la majorité des étudiants de ces Masters.

Idem pour l'accès aux stages : avec l'obligation de la gratification des stages égaux ou supérieurs à 90 jours, beaucoup de ces organismes ne remplissent plus leur rôle de formateurs de terrain, alors que sans eux les étudiants risquent de ne pas réussir leurs diplômes. Cette stratégie pérennise davantage la précarité des étudiants car avec des stages peu ou pas du tout gratifiés, c'est avant tout la négation de leurs compétences qui sont de ce fait peu valorisées. D'autre part elle met en question le fondement même de ces formations professionnalisantes, basées sur des enseignements théoriques et pratiques.

Nous sommes donc en présence d'un cercle vicieux dont les grands bénéficiaires sont, à mon sens, les ONG et tant d'autres organismes qui pratiquent la même stratégie.

Il faudrait donc poser la question des subventions car l'inadéquation entre formations professionnelles majoritairement subventionnées par la

CLÔTURE DU MOIS DES 3 MONDES

Cette clôture du Mois des 3 Mondes s'est déroulée le vendredi 7 décembre, à partir de 19h30, à la Maison des syndicats d'Evry. La Maison du Monde a souhaité lui donner un caractère festif par la participation bénévole de la **chorale Paris-Jardins** de Draveil, l'ARPEJI, chacun de ses membres étant habillé en costume de marin : elle a interprété des chansons sur l'eau entre la projection du film « Villes en eaux troubles », d'Yves Entenich et l'ouverture de la conférence-débat.



Ce film a donné le ton de la conférence-débat qui a eu pour thème : « **L'eau, bien commun, bien public** », à l'initiative d'ATTAC et présentée par Jacques Simon. Quatre personnes ont pris la parole.

Jean-Luc TOULI, ingénieur à Véolia, mais aussi syndicaliste CGT, a été licencié de cette entreprise pour avoir dénoncé sa politique qui place le profit avant le service de l'utilisateur. Suite à un jugement aux prud'hommes, il a été réintégré, mais sans responsabilité, et continue à dénoncer les pratiques de la multinationale. Celle-ci, inquiète de voir que beaucoup de communes ne renouvellent plus leur contrat avec elle pour passer en régie publique, se tourne vers de nouveaux services qui ne sont pas forcément liés à la gestion de l'eau.

Puis, Edith MAURIN, maire-adjoint de la municipalité d'Evry et déléguée de la Communauté d'Agglomération



pour la gestion de l'eau, a expliqué pourquoi et comment celle-ci a repris la gestion de la distribution de



l'eau : ce passage en régie publique va permettre aux habitants de bénéficier d'un service égal à moindre coût. Mais, en ce qui concerne l'assainissement, c'est impossible dans l'immédiat, vu l'importance du périmètre à gérer et le manque de précédents comparables.

Jean-Pierre GAILLET a pris la parole en tant que syndicaliste et membre du comité ATTAC au conseil d'administration de la régie publique. Pour lui, les compagnies de gestion de l'eau comme Véolia et d'autres ne respectent pas les cahiers des charges signés avec les collectivités locales et veulent satisfaire en priorité leurs actionnaires.

Avant le débat avec le public, Gabriel AMARD a pris très longuement la parole pour vanter la réussite de la gestion de la distribution de l'eau par la Communauté d'Agglomération des Lacs de l'Essonne. Elle réalise une économie substantielle pour chaque habitant, malgré les investissements importants qu'a représenté ce passage en régie publique.

Marc Alméras et Michel Chesseron

région, par l'Etat et par l'Union Européenne et l'embauche de ces étudiants diplômés par des organismes largement financés par les mêmes institutions publics.

Trois questions auxquelles j'aimerais inviter les directeurs de ces formations, les employeurs associatifs, privés et publics, les lecteurs et les étudiants à réfléchir :

• Pourquoi, à l'heure actuelle, les formations et les métiers propres aux domaines de l'humanitaire et de la solidarité internationale invitent différents acteurs de formations professionnelles universitaires et autres à réfléchir sur leur avenir ?

• Comment se fait-il que ces diplômés de niveau Bac+5 compétents et spécialisés dans ces domaines ne

parviennent pas à trouver leurs places au travail et pourquoi lorsqu'ils y accèdent, ils ne sont pas rémunérés à leur juste valeur ?

• Quelle place laissent les acteurs de ces marchés du travail aux diplômés de ces masters ?

Herminia
da Conceicao Ramos da Silva

HUIT HEURES POUR LA PALESTINE À EVRY :



Un événement annuel fort et fédérateur

Depuis 2009, date à laquelle le maire d'Evry nous a fait savoir que notre manifestation annuelle, jusque là organisée avec la municipalité, était devenue indésirable en mairie, nous construisons tous les ans, en toute indépendance et avec l'appui de nos partenaires du Collectif Palestine Evry Essonne (*), nos Huit Heures pour la Palestine. C'est à la Maison Départementale des Syndicats, à l'appel des fédérations départementales CGT et FSU, et depuis cette année CFDT, que nous tenons cet événement annuel, auquel se joignent nos partenaires du Collectif ainsi que plusieurs associations amies sur le plan national (UJFP, ATL Jenine, les amis d'Al Rowwad ...).

Construites avec une grande exigence de qualité et la participation de personnalités (Jamal Zahalka en 2010, Stéphane Hessel en 2011, Pascal Boniface cette année), ces Huit Heures sont aussi l'occasion de montrer notre action, de présenter les témoignages de nos adhérents et sympathisants, de donner la parole à nos invités de Gaza et de Cisjordanie. C'est toujours un grand moment de mobilisation et de construction collective pour notre comité. C'est un événement qui mobilise chaque année 300 à 400 participants (au moins 400 cette année) et qui monte régulièrement en puissance.

La présence de l'Ambassadeur de Palestine en France

Nous avons eu le plaisir, deux jours après le vote à l'ONU, et dix jours après la fin de l'offensive israélienne contre Gaza, d'accueillir M. Hael Al Fahoum, Ambassadeur de Palestine en France, qui nous avait fait savoir sa disponibilité pour participer à notre événement. Nous avons pris sa présence comme un hommage au mouvement français de solidarité avec la Palestine dans son ensemble. Son intervention était porteuse d'espoir mais aussi de lucidité, à l'heure où Israël intensifie la colonisation et où le cessez-le-feu à Gaza reste particulièrement fragile.

Nous avons pu mesurer à quel point l'action du mouvement de solidarité a pu compter, et l'enjeu que représentait de ce point de vue la position de la France.

Et c'est devant lui que Jacques Picard, Conseiller Régional Ile de France et membre d'Evry Palestine, a pu évoquer son combat pour que notre Région signe le premier accord de coopération décentralisée avec Jérusalem Est.

C'est également devant lui que nous avons pu écouter les témoignages de deux adhérentes d'Evry Palestine parties en mission avec l'AFPS, et d'un jeune sympathisant parti en camp d'été à El Masara. Une incitation à aller voir sur place qui a été entendue et qui aura des suites.

Le thème central cette année : l'Eau en Palestine,

enjeu stratégique au Proche-Orient

Pour cette table ronde, Marc Laimé (membre de l'IERPE, correspondant du Monde Diplomatique) Alex Abu Ata (Palestinien de Jérusalem pour EWASH, coalition d'ONG internationales pour la défense des droits des Palestiniens à l'eau et à l'assainissement) et Najma Fares (Palestinienne de Gaza de l'université Al Azhar)

Pour Marc Laimé, il s'agit certes d'un conflit colonial, mais il convient aussi de s'interroger sur la façon dont chacun des deux territoires appréhende l'allocation des ressources et les conflits d'usage, de ne pas mésestimer les répercussions de ce conflit armé sur la population palestinienne et la difficulté à se remettre d'une dégradation environnementale permanente.

Derrière les représentations fausses comme « Israël a fait fleurir le désert », c'est une opération de vol de l'eau qui apparaît dans toute sa clarté.

De ce fait, la question de l'eau est à placer très haut dans l'échelle des négociations pour une solution pérenne et durable dans la perspective d'un état palestinien souverain.

Pour Najma Fares, le fait majeur est la crise de la ressource en eau, dans la bande de Gaza sous blocus depuis cinq ans. Le territoire est surpeuplé, les besoins augmentent tous les jours. La nappe aquifère est surexploitée, les taux de chlorure et de nitrate dépassent déjà toutes les limites autorisées. Cette nappe sera inutilisable dès 2016, une catastrophe environnementale est en perspective, alors que le droit à l'eau est un droit fondamental pour tout individu.

Pour Alex Abu Atta, la sécheresse est artificielle en Cisjordanie et à Gaza. Elle n'est pas due à l'aridité ni à la géographie (Liban, Syrie, Palestine, Israël sont riches en eau) ; c'est une situation d'apartheid au profit d'Israël et des colons.

Il a rappelé la situation en Cisjordanie : l'annexion par le Mur et les colonies des terres fertiles au-dessus de l'aquifère de l'Ouest, quasi fermé aux Palestiniens

un temps fort de mobilisation pour Evry-Palestine et ses partenaires

depuis 1967 ; la pollution par les entreprises israéliennes qui ne respectent pas les normes environnementales et par les colonies qui déversent leurs eaux usées sur les terres palestiniennes ; l'appropriation par les colons des sources palestiniennes.

Devant ce pillage systématiquement organisé, ce sont principalement trois revendications palestiniennes de la campagne « Soif de Justice » que notre société civile doit porter : contrôle des ressources et partage équitable, développement des infrastructures et levée du blocus, respect du droit international.

Un appel à la cohérence : l'intervention de Pascal Boniface

Pascal Boniface était cette année notre invité « tête d'affiche », et son intervention portait sur les enjeux stratégiques au Proche-Orient.

Il nous a rappelé pourquoi le conflit israélo-palestinien n'était pas un conflit comme les autres : c'est parce que c'est le conflit où le monde occidental tient un double discours, en prêchant des valeurs universelles et en récompensant ceux qui les foulent au pied tous les jours.

Le 29 novembre 2012 entrera dans l'histoire, ce fut un vote historique, car il a révélé l'isolement des Etats-Unis face au reste du monde, notamment les démocraties émergentes mais aussi, malgré ses divisions, l'Europe. C'est la fin de cinq siècles de domination occidentale.

En tant que porteurs de valeurs universelles et quelles que soient nos origines, n'ayons pas peur de prendre position, à ne pas laisser faire le CRIF qui importe sans vergogne le conflit en France. Nous sommes tous légitimes pour le faire, les Palestiniens aspirent à la normalité et à la paix, la solution est connue, ce sont les gouvernements israéliens qui mettent en danger l'Etat d'Israël.

Gaza,

toujours au cœur de nos préoccupations :

Les Huit Heures ont été l'occasion d'exprimer publiquement notre solidarité politique avec le camp de réfugiés de Khan Younis, - nous sommes à l'initiative du jumelage de ce camp avec la ville d'Evry -, de renouveler avec force la demande à nos élus de porter l'exigence de la levée du blocus de Gaza, et de dire notre volonté de faire aboutir notre projet de ludothèque et de soutien psychologique aux enfants du camp.

C'est par des photos prêtées par Anne Paq, passées en silence, que nous avons évoqué les victimes et les dégâts de la dernière offensive israélienne contre Gaza. On peut retrouver ces photos et leurs commentaires sur le blog d'Anne Paq <http://chroniquespalestine.blogspot.com>,

La mobilisation continue

Nous ne pouvions pas terminer nos Huit Heures autrement que par un appel à la mobilisation. Très concrètement, c'est une action BDS, devant la boutique Orange d'Evry pour dénoncer le partenariat entre Orange et Partners que nous avons choisie. Une occasion pour nous d'aller au-devant de ceux que nous ne rencontrons pas d'habitude, d'informer et de convaincre de nouvelles personnes à venir nous rejoindre.

Dominique Pallarès, Bertrand Heilbronn

Evry Palestine, comité local de l'AFPS

contact@evrypalestine.org <http://www.evrypalestine.org>



Des outils sur le thème de l'eau en Palestine

A l'occasion des Huit Heures, nous avons co-réalisé avec l'AFPS Savoie Albertville une **exposition « Palestine l'eau confisquée. Quand l'eau devient une arme de la politique d'annexion d'Israël »**. Les photos sont d'Anne Paq (collectif Activestills), de Gérard Pauchet (AFPS Savoie Albertville) et d'Evry Palestine. Voir la présentation et les conditions de prêt sur le site d'Evry Palestine (http://www.evrypalestine.org/fichiers/2012/pres_expo_eau.pdf).

A lire, le **cahier de formation AFPS** : L'eau, enjeu du conflit israélo-palestinien (Jacques Fontaine)

A consulter, le site EWASH www.ewash.org et celui de la campagne « soif de justice » www.thirstingforjustice.org. EWASH a édité pour nous la version française de son **livret du militant**, des exemplaires sont disponibles à l'AFPS.

OÙ EN EST LA TUNISIE AUJOURD'HUI ?

Deux ans après le début de la révolution tunisienne et un an après une conférence sur la Tunisie qui avait clôturé le Mois des 3 Mondes 2011, le Collectif Méditerranée a pris l'initiative d'une nouvelle rencontre pour faire le point sur la situation qui prévaut actuellement dans ce pays avec une Tunisienne résidant en France mais bien au fait de la question. La parole a aussi été donnée à deux membres du Collectif qui se sont rendues récemment l'une en Egypte et l'autre en Algérie. En cette soirée du 20 décembre 2012, proche de Noël, près d'une quarantaine de personnes ont participé à cette rencontre, un signe évident de l'intérêt porté aux bouleversements de la rive Sud de la Méditerranée.

L'Égypte

En ouvrant la séance, Lila Chesseron rappelle que cette initiative avait été prise lors du Café Méditerranéen d'octobre dernier et donne la parole à Nicole Brulais de l'ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines et Roms) qui relate un voyage de groupe en Egypte, lequel s'est déroulé du 19 au 26 novembre 2012.

Nicole note que c'est son premier voyage en Egypte et qu'il fait suite à celui qui avait été organisé l'année précédente en Tunisie, avec pour objectif d'observer de près ce qui est communément appelé le « Printemps arabe ».

En premier point, elle dit que ce voyage lui a donné l'occasion de se rendre compte du poids important de l'Égypte dans la région et dans le monde ; les Égyptiens qu'elle a rencontrés ont le sentiment que les changements qui s'opéreront dans leur pays auront nécessairement des effets d'entraînement sur toute la région.

Parmi les principales observations, le chômage important, l'extrême pauvreté (près de 40% vivent en dessous du seuil de pauvreté) et

l'analphabétisme ; ce qui fait penser à Nicole que le système est usé et que, selon l'image qu'elle en donne, l'Égypte ressemble à « une belle endormie ».

Nicole nous signale toutes les rencontres intéressantes que le groupe a pu faire : Mouna, professeure d'université et ancienne députée du parti WAFD (dont elle est toujours membre), Mahmoud, du même parti, une association d'artistes, un journaliste, qui représente les médias français « le Point » et « la Croix » ainsi qu'un ancien ministre.

De même, le groupe a visité une bibliothèque tenue par des dominicains au Caire.

Plusieurs personnes ont attiré l'attention du groupe sur l'importance de l'université « El Azhar » ; son président, formé à la Sorbonne, éprouve beaucoup de difficultés avec les salafistes.

Le groupe a pu également noter l'ancrage du « soufisme » en Egypte (environ 15 millions de personnes) et des coptes (environ 20% de la population).

Nicole conclut en disant que le peuple égyptien poursuivait ses luttes pour la liberté.

La Tunisie

Ensuite, après avoir remercié Nicole, Elio Cohen-Boulakia présente à l'assistance Nadjet Mizouni, professeure de Droit public à Paris VIII (Saint-Denis), ancienne membre de la direction de l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens) au sein de laquelle elle a fondé la commission de « la femme ouvrière » et qui a été candidate en France à la tête de la liste « Tous ensemble pour la Tunisie » pour l'élection de l'assemblée Constituante. Elle avait mis en avant dans son programme la clause de neutralité de l'Etat : pour le principe d'égalité absolue des citoyens quelles que soient leurs croyances et que ne soit pas niée l'existence de communautés religieuses minoritaires (juive, chrétienne) qui ont été parties

prenantes dans l'histoire de la Tunisie. Elio rappelle que la révolution tunisienne, enclenchée le 14 janvier 2011, connaît actuellement un cours dangereux depuis que En Nadha, le parti islamiste au pouvoir, s'est attaqué à l'UGTT.

Nadjet évoque un bilan doux-amer à la suite des élections de la Constituante : insatisfaction liée à l'échec de la gauche et des forces démocratiques, à cause de leur impréparation et de leur éparpillement, mais satisfaction néanmoins due au fait que la Tunisie avait connu, pour la première fois de son existence, des élections libres et indépendantes, organisées par une instance autonome.

Il faut savoir que, compte tenu – justement – de cette inexpérience en matière d'élections démocratiques, les enjeux sont restés obscurs pour la population, habituée à voter pour une personne ; la question de la Constituante a été, de ce fait, totalement éludée et même les partis dits modernistes n'ont pas vraiment mené les débats sur les questions brûlantes qui allaient engager l'avenir de la Tunisie : la place de la religion, de la femme, etc...

Finalement, En Nahdha, sorti victorieux de ces joutes électorales avec 40% des voix uniquement, n'a pu accéder au pouvoir que grâce à son alliance avec un parti réputé démocratique – Ettakattol (membre de l'Internationale Socialiste) – qui n'avait engrangé que 15 élus lors de ces élections. Ce qui confirme que les tractations autour des postes et des personnes avaient pris le pas sur le contenu programmatique, particulièrement avec l'intégration dans ce jeu de Moncef Merzouki, leader du CPR (Congrès Pour la République) qui n'était pas connu comme militant politique mais comme un militant des droits de l'Homme.

Résultat, la présidence de la République a été confiée à Merzouki, la présidence de l'Assemblée Constituante à Ettakattol et la direction

du gouvernement, qui concentre l'essentiel des pouvoirs, à En Nahdha. Il faut noter que ces institutions avaient un caractère transitoire ; élues juste pour une année, leur mandat devait prendre fin en octobre 2012 ; pourtant, aucune annonce n'est encore faite pour proposer la nouvelle Constitution au peuple tunisien et passer à l'étape de mise en place définitive de ses institutions. Ce qui pose la question de la légitimité des pouvoirs en place.

En Nahdha semble jouer le temps pour installer une situation irréversible sur le terrain.

Comment se fait-il que En Nahdha, qui est la branche tunisienne des « Frères Musulmans », ait pu ainsi s'imposer en Tunisie ?

1 - Lors des premières élections, les organisations de gauche et de la société civile n'ont pas présenté de candidats communs et suffisamment ancrés dans la société tunisienne.

2 - En Nahdha a été comparé à l'AKP turc par certains médias occidentaux. Allié à Ettakattol, il a su vendre son image de parti moderniste et démocrate. Il a mené sa campagne sur la renaissance de la nation tunisienne limitée à son identité arabomusulmane et la moralisation de la vie publique sans soulever la question de la « Chariaa » et de la remise en cause des droits des femmes.

3 - Ce parti tient un double discours : bien que détenant la majorité des ministères dont la Justice et l'Intérieur, il ne condamne pas la violence des groupes salafistes qui réclament la Chariaa immédiatement, veulent renforcer la pénalisation du délit de blasphème et s'attaquer à l'égalité Homme/Femme (la femme « complémentaire » de l'homme plutôt que son égale !!).

4 - Par ailleurs les islamistes d'En Nahdha sont perçus comme étant les seuls opposants réels au pouvoir de Ben Ali car tous les autres partis avaient une existence plus ou moins tolérée, même s'ils avaient également connu la répression.

5 - Enfin, ils ont su négocier avec d'autres partis, Ettakattol et le CPR de Merzouki, une alliance que ceux-ci ont acceptée.

En conclusion, Nadjet Mizouni souligne que, de toutes les façons, la « citoyenneté » ne se décrétait pas ; il faudrait qu'elle soit ancrée dans la société civile ; il est nécessaire de poursuivre les débats sur la notion d'« Etat de droit » et la question du rapport du politique au religieux, même si cela est très difficile.

Malgré l'autoritarisme, il existe néanmoins quelques contre-pouvoirs et des espaces d'expression libre et Nadjet cite, notamment : l'UGTT, l'Association tunisienne des femmes démocrates, la Ligue des droits de l'Homme, les barreaux de Tunisie, les jeunes blogueurs et les jeunes rappeurs, les réseaux sociaux, etc...

A la suite de cette intervention, quelques questions ont fusé de l'assistance : Y'a-t-il des tentatives d'alliance entre les partis démocratiques ? En quoi consiste l'initiative de Bedji Caïd Essebci ? Quelle différence entre gauche et extrême gauche ? Quel impact du FSM sur la Tunisie ?

Nadjet affirme que les batailles au sein de l'assemblée constituante ont donné des leçons aux forces de progrès et on note, en leur sein, une plus grande expérience du pouvoir et de l'exercice de la politique ainsi qu'une meilleure convergence dans les points de vue et la façon de travailler ensemble ; d'où les discussions entre plusieurs partis pour des alliances et des fusions en vue de présenter des candidats communs aux prochaines élections sans cesse reportées par En Nahdha qui craint de les perdre : l'« Appel de la Tunisie » de Bedji Caïd Essebci, ancien ministre de Bourguiba, qui se veut un cadre de rassemblement, négociations bien avancées entre organisations de gauche, etc. Cette opposition réclame que l'ISIE, instance supérieure pour l'indépendance des premières élections, préside aussi l'organisation des prochaines. Pour Nadjet, la différence entre gauche et extrême gauche est un peu identique à celle qui prévaut en France entre PC et NPA, par exemple. Enfin, elle considère que le FSM sera seulement une vitrine pour En Nahdha.

L'Algérie

Remerciée chaleureusement par Elio et applaudie par l'assistance, Nadjet cède la parole à Djamilia Ryngel qui nous brosse un tableau rapide de son voyage en Algérie entre le 15 et le 30 octobre 2012, une sorte de pèlerinage après 20 ans d'absence, qui lui a permis de retrouver les couleurs et les odeurs de son pays d'origine et de retrouver sa famille.

De façon succincte, ses observations ont été les suivantes :

- L'évolution des tenues vestimentaires qui rappelle une forte présence islamiste,
- Le nombre de mendiants, dont beaucoup de femmes, dans un pays considéré comme riche,
- Une gestion de la collecte des déchets qui reste très approximative,
- Beaucoup de différences entre les quartiers dans l'entretien des chaussées et des trottoirs,
- Une plus grande abondance de biens mais inaccessibles pour beaucoup,
- Beaucoup de vendeurs à la sauvette,
- Des gens néanmoins gentils, chaleureux et gais.

Elio la remercie et la décision est prise de se revoir le jeudi 24 janvier à 19h pour réfléchir à l'organisation du Collectif et envisager les prochaines rencontres. Puis nous terminons cette soirée, à 22h passées, par un sympathique buffet auquel chacun des participants a contribué.

Hamoudi Lanani

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	M	E	K	O	N	G		U	S	A
II	E	P		P	O	I	S	S	O	N
III	R	A	M	E	S		M	I	N	E
IV		R	E	R		M	O	N	G	S
V	M	G		A	P	O	G	E	E	
VI		O	N	G		O	R	S		G
VII	D	E	B	A	T	T	U		I	O
VIII	E			V	E	S	T	O	N	S
IX	R	O	T	I	N		I	N		S
X	N	I		O	C	C	L	U	S	E
XI	E	L	F	N	E		E	F	A	C

**SOLUTION - Grille n°107
Le Laos**

Mobilisation pour la



ASEFRR
Parents d'enfants du Bidonville
LDH Essonne
Collectif Rissois Solidaires.

Compte rendu d'audience en préfecture

Notre délégation comprenait
Serge Guichard président de
l'ASEFRR,
Michel Guinard président de la LDH 91,
Georges Covaci représentant les
parents d'élèves du Bidonville
Denis Krysz pour le Collectif des Rissois
Solidaires

Nous avons été reçus par
Madame Marissal représentant
monsieur Fuzeau Préfet de l'Essonne
Monsieur Tromeur représentant
madame Leloup DASEN

sur le droit des enfants

Nous avons fait deux demandes de
réunion l'une à la préfecture, l'autre
à l'académie. Ils nous ont reçu
ensemble sans nous en avertir
avant, mais au final cela nous a été
bénéfique

Cela nous a permis de faire
constamment le lien entre les deux
délits que sont le refus de
scolarisation réelle et le délit de
discrimination ethnique.

Ce qui a donné beaucoup de force
à tous nos arguments

Nous avons dit l'inadmissible de la
situation de cette mise en place
d'une classe ethnique, totalement à

l'opposé des principes et des lois
de la République, de la laïcité, et
des accords internationaux

Donc notre demande était claire
que cette honte cesse dès lundi.
Nos 2 interlocuteurs n'avaient pour
tout bagage que de nous dire qu'ils
avaient fait en sorte de faire
respecter l'obligation de
scolarisation en permettant depuis
lundi, aux enfants concernés, de se
trouver devant des enseignants.

Qu'il ait fallu 4 mois et demi pour ça
justifiait une demande d'explication
puisque encore une fois, nos
interlocuteurs ont convenu que
scolariser les enfants était une
obligation légale. On nous a alors
assuré que dès septembre, le
Préfet a fait tout ce qu'il pouvait
(devait ?) auprès du maire
(rappelons que 2 maires successifs
sont en cause dont un est député et
porte-parole du groupe PS à
l'Assemblée nationale).

Il est donc établi que les maires
successifs de Ris-Orangis ont
commis durant 4,5 mois le délit de
refuser l'accès à l'école à des
enfants dont les parents le
demandaient expressément.

Nous avons alors demandé à nos
interlocuteurs comment il se pouvait
qu'au bout de ce délai fort long, le
Préfet et la DASEN aient accepté
d'ajouter, à un refus persistant de
laisser ces enfants aller à l'école,
une solution qui surajoute un délit
au délit puisque la solution réside
en la création de la première classe

Le refus, puis les conditions de scolarisation des enfants du bidonville de la N7 à Ris-Orangis ont entraîné une forte mobilisation : manifestation à la mairie de Ris-Orangis le 9 janvier, pétition en ligne, manifestation devant la préfecture le 24 janvier, médiatisation importante.

Voici le compte-rendu de l'entrevue de la délégation des représentants des associations et des habitants du bidonville qui ont été reçus par une représentante du préfet et un représentant de la Directrice académique des services de l'Education Nationale.

ethnique en France depuis les
années 40, un véritable apartheid
scolaire.

Par une réponse gênée, tout en
consentant à reconnaître que la
forme prise par la "scolarisation"
des enfants n'était pas entièrement
satisfaisante, ni « durable » nos
interlocuteurs ont tenté de nous
renvoyer à un face à face avec le
maire. Notamment quand ils ont
voulu nous dire " Nous avons fait ce
qu'il fallait faire, retournez voir le
maire.

Nous avons réitéré que loin de
s'agir d'un problème de local, ce
que nous dénoncions, c'était le
caractère raciste de la solution et
qu'elle puisse être couverte par
l'Etat et l'Education nationale, nos
interlocuteurs n'ont pas insisté.
Nous avons affirmé, prenant
l'exemple de Noisy-le-Grand où des
enfants Roms sont entrés à l'école,
malgré l'avis du maire, par la
volonté de la DA et du Préfet, qu'ils
avaient le pouvoir, non seulement
de faire respecter la loi pour ce qui
concerne la scolarisation, mais du
même coup, à présent, de refuser
d'accompagner le racisme qui
caractérise la décision du maire de
Ris-Orangis.

Nous leur avons réaffirmé
l'exigence que les autorités de ce
pays, sachent faire cesser ce délit
raciste et faire droit à la
scolarisation des enfants du
bidonville de Ris-Orangis, comme
des enfants de tous les bidonvilles
(en évoquant pour conclure toutes

scolarisation des enfants roms de Ris-Orangis

les situations de cette nature dans le département) en leur indiquant nettement que la mobilisation et la médiatisation de cette situation qui fait la honte de ceux qui la couvrent ne s'arrêteraient pas et que pour nous, lundi ça devait être une affaire réglée.

Nos interlocuteurs ont admis de fait que cette situation n'est pas " normale" car comme l'a dit le DASEN "elle ne doit pas durer" ! Nous avons donc demandé que cela cesse lundi matin et nous avons insisté, redit leur propre responsabilité de plus en plus manifeste et demandé solennellement aux deux institutions Préfecture et DASEN

représentées ici, qu'elles exercent leur devoir et leur pouvoir de faire cesser cette situation contraire aux principes de la République, contraire aux lois aux accords internationaux sur la scolarisation, contraire à la laïcité, **dès lundi matin**, la représentante du préfet ayant eu comme réponse " *lundi c'est peut-être court...* "(sic)

Nos interlocuteurs, sur la réserve, ont assuré que nos arguments et nos demandes seraient très fidèlement rapportés à leurs autorités respectives.

Nous avons déposé comme nous l'avions annoncé six lettres pour des bidonvilles où l'ASEFRR intervient. Nous avons dit que des refus de scolarisation existaient aussi à Evry, Courcouronnes, Vigneux, Wissous.....

Ce qui, au passage prouve aussi la gravité de la situation qui n'est pas que Rissoise.

Donc six lettres pour Ris-Bois de l'Epine, Evry-Le Républicain, Ormoy-Moulin Galant, Vigneux, Courcouronnes, Wissous, Ris N7

La rencontre en préfecture a confirmé le grave risque de précédent que représente cette affaire, ce n'est pas qu'une affaire rissoise loin s'en faut malheureusement.

droits humains

ACQUISITIONS DU CENTRE DE DOC

décembre 2012

« Au mépris du monde : G8-G20 et peuples en lutte »

ATTAC – livre – 2011

Résumé : « Notre maison brûle et nous regardons ailleurs ». Presque dix ans après que Jacques Chirac ait prononcé cette phrase remarquable de pertinence et de cynisme, le constat demeure : les puissants de ce monde, au delà de proclamations aussi répétées qu'inoportantes, n'ont que mépris pour les urgences sociales et environnementales qui montent. La crise financière a montré l'instabilité congénitale des marchés financiers, la spéculation se déchaîne sur les produits agricoles ?

Le G20 recommande des mesures - « transparence », « responsabilité » – qui ne changeront rien.

Le réchauffement climatique s'aggrave ?

Loin de réellement reconnaître et réparer la dette écologique, les pays riches du G8 négocient leurs financements pour l'adaptation des pays pauvres, les plus touchés. Il faudrait refonder les rapports économiques mondiaux, désintoxiquer le monde du productivisme ?

Le G8 et le G20 ne parlent que de « croissance verte » et de libres marchés. Ils préparent la guerre des riches contre les pauvres en renforçant l'ordre sécuritaire international. Face à ce G8 illégitime, à ce G20 impuissant, les peuples persistent à dire qu'un autre

monde est possible et urgent. Attac, en pointe dans le mouvement altermondialiste, fait ici le point sur ces perspectives portées par les mouvements sociaux internationaux.

« Comment monter mon projet de solidarité internationale »

COOL'EURS DU MONDE– dvd – 2012

« Droits des femmes au travail : 18 fiches pour mieux comprendre »

PEUPLES SOLIDAIRES – dossier pédagogique – 2008

« L'efficacité énergétique à travers le monde : sur le chemin de la transition »

PASSERELLE – périodique – oct 2012

« Missi malo ani djegué : la vache, le riz et le poisson »

José AINOUS– dvd – 2008

« Un autre regard sur le pays dogon au Mali... »

José AINOUS– dvd – 2006

ritimo

UNE EXPÉRIENCE DE SOLIDARITÉ AU LADAKH

Après un apéro original venu tout droit du Ladakh (avec thé au beurre, fromage de Yak, abricot séché...), Christine Boissière qui a été stagiaire en 2007 à la Maison du Monde, a présenté le travail qu'elle a réalisé au Ladakh, région située au Cachemire, envoyé par l'association « Nomades et recherche solidaire internationale » (NSI).

Présentation du Ladakh

Elle commence par nous faire visionner une émission de la série "Le dessous des cartes", de Jean-Christophe VICTOR sur ARTE, qui explique l'enjeu géostratégique que représente la situation du Cachemire entre le Pakistan et l'Inde depuis 1947 et maintenant la Chine. Le Cachemire, proche du Tibet et du Xingjiang, est traversé par l'Indus. Il est revendiqué pour partie par chacune de ces trois puissances (nucléaires). C'est une ancienne colonie britannique cédée à un mahârâja hindou. En 1947, au moment de l'indépendance, le mahârâja ne se décide pas à choisir entre le Pakistan et l'Inde, ce qui provoque de fortes tensions entre ces deux pays pour aboutir à la guerre de 1948-49 qui se conclut par une partition : 1/3 sous contrôle pakistanais et 2/3 sous contrôle de l'Inde. La Chine entre dans "le jeu" et revendique également une partie du territoire, ce qui attise les tensions avec l'Inde. La situation semble aujourd'hui figée, chacun restant sur ses positions. Cette région est la plus militarisée au monde !

Après l'émission, Christine, avant de nous parler de son travail, présente le Ladakh. Sa superficie est d'environ 87 000 km² pour environ 117 000 habitants qui vivent dans 112 villages. 77% des habitants sont bouddhistes, 14% musulmans et 8% hindouistes. Le Ladakh reçoit sur son territoire de nombreux réfugiés tibétains qui sont incités par le Dalai Lama à faire des enfants pour

contrer la démographie des familles musulmanes.

Il est situé à une altitude qui va de 3 500 à 7 000 mètres. Les habitations traditionnelles sont faites en briques de terre qui isolent du froid intense qui règne dans ces contrées. La région ne connaît pas la mousson, il y a peu de précipitations (100mm/an) même si elles sont en augmentation et parfois dramatiques par leur importance. Ce fut le cas 15 jours après l'arrivée de Christine où des trombes d'eau se sont abattues et ont détruit des villages entiers.



Le Ladacki est très soucieux de son apparence et de l'apparence de son habitation. La maison est centrée autour de la cuisine seule pièce chauffée pendant l'hiver. A noter que la réalisation d'un barrage permet depuis décembre 2012 d'avoir en permanence de l'électricité, fournie auparavant par des groupes électrogènes. Le combustible utilisé dans la maison est essentiellement de la bouse de vache et, pour les plus riches, un peu de bois. Les toilettes sont des toilettes sèches, qu'on utilise pour l'engrais. Les animaux domestiques sont des vaches, des yaks, des dzos (hybrides de vaches et de yaks), mais aussi des chèvres Cachemire, des moutons, des ânes... Les nombreux chiens sauvages sont un vrai danger pour les gens l'hiver. L'eau provient de la fonte des neiges. Il existe tout un système de canaux d'irrigation qui l'amènent dans les champs et dans les

maisons. Mais elle ne circule pas en hiver parce qu'il fait trop froid. On cultive de l'orge et du blé dans les champs, des légumes sous serres : carottes, tomates, pommes de terre, choux, etc... Les récoltes ont lieu de fin juillet à fin août, tout le monde y participe ! Elles sont stockées sur le toit des maisons. Les légumes sont enterrés avant l'hiver par couches dans le sol. Les fruits (pommes et abricots) sont séchés pour la conservation. Les terres sont labourées avant l'hiver. Le réseau routier est fermé, l'eau est distribuée par camion chaque matin et on se lave une fois par semaine ! (voire moins). Les cours des rivières deviennent des voies praticables pour aller d'un village à l'autre. L'hiver on travaille la laine. C'est également le temps des cérémonies religieuses, des mariages. Les écoles sont fermées de 1/2 décembre à 1/2 mars car il n'y a pas de chauffage.

Le travail de Christine

Christine a mis ses compétences au service de l'association « Ladakh Society for traditional medicines » qui soutient les Amchis, thérapeutes locaux dont la médecine, reliée au bouddhisme, est basée sur l'utilisation de plantes médicinales locales. Elle est indispensable pour ces villages si isolés où la médecine "occidentale" est quasi absente. Elle traite, non pas les symptômes, mais la cause de la maladie, elle n'est pas chirurgicale. Elle ne connaît pas non plus la vaccination, alors que la mortalité infantile est très forte. En ville, cependant, il y a deux systèmes de soins : traditionnel et « occidental », qui se complètent. L'existence de ces amchis est menacée, car ils doivent à la fois cultiver leurs champs, comme tout le monde, et récolter les plantes médicinales. Ils n'en ont plus le temps et ne transmettent plus leurs savoirs à leurs enfants.

C'est pour résoudre cette crise et préserver ce système traditionnel qu'un médecin a fondé cette association. Elle propose une formation de quatre ans, dont trois théoriques, pour les futurs amchis (27 formés à ce jour), la responsabilisation des communautés villageoises pour le recrutement et le soutien, ainsi que des cursus complémentaires. Ils apprennent à reconnaître les plantes, notamment par des stages d'été sur le terrain, à préserver les savoirs médicaux, à se documenter par la publication d'une lettre régulière. On a créé des comités de conservation et un herbarium (une centaine de plantes), avec l'aide d'un ethno-botaniste, ainsi que cinq jardins d'expérimentation à des

altitudes différentes (20 plantes par jardin). Les amchis doivent savoir lire et écrire le tibétain, qui n'est pas leur langue maternelle. Un effort tout particulier est fait en direction de la santé maternelle et infantile dans la formation des amchis. Une campagne de sensibilisation a touché en trois ans 4 000 personnes dans 35 villages. Christine a noté une évolution sensible des comportements des femmes. Son rôle a surtout concerné la gestion de l'aide financière accordée par son association NSI. Elle s'est notamment beaucoup impliquée après les inondations catastrophiques qui ont suivi son arrivée. Après un communiqué qu'elle a lancé sur des réseaux sociaux, une vingtaine d'étudiants

d'une école d'ingénieurs de Bourges (deux sont venus au café de l'actu) ont pris sur leurs congés pour venir en 2011 réparer les canaux d'irrigation d'un village pour une soixantaine de familles et en 2012 restaurer un moulin. Mais elle a été très critique sur la distribution de l'aide humanitaire très mal répartie, qui a permis à certaines personnes de s'enrichir. Pour terminer, il faut souligner les conditions de vie très dures qu'elle a assumées pendant deux ans, par exemple dormir pendant des mois dans une chambre à -12 degrés, prêtée par une famille ! Bravo, Christine !

Yann Ruellan

La Maison du Monde d'Evry

vous invite au

Café de l'actu



Le 29 février 2009, Tapey, un jeune moine de 20 ans, s'immolait par le feu dans l'est du Tibet, drapeau tibétain et photo du Dalaï Lama dans les mains.

Depuis cette date 98 immolations ont eu lieu au Tibet, ils avaient entre 15 et 60 ans, pères, mères de famille, religieux, laïcs. Ils se sont immolés pour une simple raison : La Liberté. Ils souhaitent retrouver l'indépendance de leur pays, pouvoir pratiquer librement leur religion, parler leur langue sans être sous l'emprise d'un gouvernement de répression comme l'est le gouvernement chinois. **L'association Étudiants pour un Tibet Libre**, branche française de Students for a Free Tibet, vous propose une discussion sur le Tibet et sa résistance, les immolations et la répression que subit le tibétain.

Si vous voulez en savoir plus, ...
 ... Contactez-nous : ☎ 01.60.78.55.00 / contact@maisondumonde.org

Les Cafés de l'actu sont organisés en partenariat avec la biocoop La Clairière et bénéficient du soutien financier du Conseil Général de l'Essonne.



AU TIBET, PAYS

DES IMMOLÉS

par

**L'association Étudiants
pour un Tibet Libre**

Mardi 5 février

Entre 18h30 et 20h30

18h30 : Apéro bio équitable

19h00 : Débat

GRILLE N° 108

LE GRAND NORD

par Michel Chesseron

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	■									■
II									■	
III					■		■			
IV	■		■							
V						■				
VI		■						■		■
VII										
VIII			■	■	■					■
IX						■				
X		■								
XI	■									

Horizontalement

I. Le Grand Nord, ce sont des «espaces» glacés démesurément vastes. **II.** Les compagnies pétrolières internationales multiplient les projets de «puits» dans l'Arctique. Elément utile pour calculer la circonférence du cercle située à la latitude de 23° 26' 11". **III.** Le passage par son canal est très coûteux pour le commerce maritime international. Démonstratif. **IV.** Qualificatif qui désigne ce cercle imaginaire. **V.** Par le réchauffement climatique, entre 1992 et 2011, la masse glaciaire du Groenland a «baissé» en moyenne de 152 gigatonnes par an. Vu la complexité des problèmes et la voracité des acteurs, l'Organisation Maritime Internationale élabore un code pour le Grand Nord avec des «normes» contraignantes. **VI.** Machine hydraulique. **VII.** Autre nom du «pergélisol», sol dont la température se maintient en dessous de 0°C pendant plus de deux ans consécutifs et qui représente 20% de la surface terrestre de la planète. **VIII.** Quelle que soit sa couleur, il provoque une véritable ruée vers cet eldorado du Grand Nord. Une «mule» qui n'a pas supporté le froid du Grand Nord ! **IX.** Quand le Grand Nord, sous l'effet du réchauffement, en sera arrivé à cet état, la planète sera vraiment mal en point ! La Russie semble le pays le mieux «équipé» pour maîtriser les enjeux. **X.** Il n'y a pas de «limites» à la convoitise des hommes dans ce Grand Nord. **XI.** La bête du 8 vertical doit regarder avec amusement dans le ciel la «vanité» de cette agitation dérisoire à ses yeux.

Verticalement

1. Lettres du VII horizontal. Le Grand Nord est souillé par d'immenses «décharges» de déchets radioactifs terrestres et sous-marins. **2.** Suite au réchauffement climatique, la fonte des glaces rend possible pour la marine marchande une nouvelle «voie», plus courte et moins coûteuse que le canal du III horizontal. La «colère» des écologistes, de Greenpeace ou de l'ONG Robin des Bois n'est pas rentrée mais renversée. **3.** Le Grand Nord est entré dans une «période» nouvelle pleine d'incertitudes. Initiales de trois des huit pays riverains de l'Arctique mais aussi rivaux. Comme un «bâtiment» broyé par les glaces. **4.** «Compagnie russe» géante qui investit le plus dans cette course sans merci pour la mainmise sur ce Grand Nord. Fleuve marocain. **5.** Lettres d'un brise-glaces. Ce montagnard n'est pas un esquimau, mais il en est proche et est très concerné par l'avenir du Grand Nord. **6.** Celui de Moscou est aussi vigilant que pendant la Guerre froide, surtout avec cette nouvelle donne dans le Grand Nord. Le climat dans cette «ville du Nigéria» est à l'opposé de celui du Grand Nord. Romains dans radioactifs. **7.** Axe de la Terre. Dans la revue Contrôle, Robin des Bois a dressé un constat «affolant» de la contamination radiologique diffuse dans le Grand Nord. **8.** Ce Comité n'est pas près d'organiser les J.O. d'hiver dans le Grand Nord ! Cette bête, qui a donné son nom à l'Arctique, regarde sur terre avec angoisse la destruction de son environnement. **9.** Les «dangers» en provenance des déchets mais aussi des projets sont considérables. **10.** Robin des Bois a répertorié au moins 50 «lieux» marqués par la radioactivité dans la zone arctique russe. La lutte pour l'appropriation des richesses entre les 8 pays ne connaîtra jamais de «répit».

Solution de la grille n° 107 "Le Laos" page 7

agenda

Mardi 5 février
de 18h30 à 20h30 à la
Maison du Monde
Café de L'actu
" Au Tibet, pays des
immolés "
avec l'association Etudiants
pour un Tibet libre

Du 26 au 30 mars
**Forum Social Mondial
à Tunis**

En préparation au Forum
Social Mondial étendu à Evry
A l'initiative du Collectif
Méditerranée :
Du 4 au 15 mars dans le
Hall de la bibliothèque de
l'Université d'Evry
Exposition
« Les luttes des femmes
en Méditerranée »

Jeudi 14 mars
19h à la Maison du Monde
Conférence-débat
« La femme dans les
révolutions arabes
aujourd'hui »
avec Sophie Bessis franco-
tunisienne, ex-directrice de
Jeune Afrique, secrétaire
générale adjointe de la FIDH

Samedi 23 mars
après-midi
Les organisations
partenaires du Forum Social
Mondial étendu accueillent
trois femmes palestiniennes
du comité de résistance du
village de Nabi Saleh

Samedi 13 avril
14h à la Maison du Monde

**Assemblée
Générale de la
Maison du Monde**